

TORNATA DEL 22 GENNAIO 1858

PRESIDENZA DEL PRESIDENTE AVVOCATO CARLO CADORNA.

SOMMARIO. *Atti diversi — Presentazione di progetti di legge: del ministro di grazia e giustizia, per disposizioni intorno al Ministero pubblico ed alla magistratura, e per modificazioni alla legge sulle indennità da corrisponderci ai testimoni; del ministro dell'istruzione pubblica, per lo stabilimento d'istituti normali destinati a formare maestri e maestre elementari; del ministro dei lavori pubblici, per una proroga di tempo relativa alla concessione della ferrovia Vittorio Emanuele da Annecy a Ginevra — Votazione per la nomina della Commissione d'inchiesta sulle elezioni — Considerazioni ed istanze del deputato Lachenal — Risultamento e proclamazione dei sette componenti la Giunta — In seguito alla dichiarazione del deputato Arnulfo che non accetta l'incarico, è nominato in sua vece il deputato Della Motta — Votazione per la nomina della Commissione per la biblioteca.*

La seduta è aperta alle ore 1 1/4 pomeridiane.

SARACCO, segretario, dà lettura del processo verbale della tornata precedente ed espone il seguente sunto di una petizione:

6395. Prina Giuseppe, di Candia, lagnandosi che nelle liste elettorali politiche si trovano iscritte persone non aventi i requisiti prescritti dalla legge, chiede che esse vengano riformate in modo consentaneo alla legge stessa.

ATTI DIVERSI.

PRESIDENTE. Il deputato Buttini scrive di non essere ancora ristabilito dalla sofferta infermità; e ad un tempo dichiara come, eletto nei due collegi di Sanfront e di Saluzzo, opti per quest'ultimo.

Il deputato Alfieri fa omaggio alla Camera: 1° *Del manuale per le verificazioni delle elezioni nella Camera dei Comuni in Inghilterra, del signor Frère*; 2° *Rapporti ed atti del processo istruito da un Comitato della Camera stessa sui casi di corruzione e pressione morale religiosa sull'elezione della contea di Majo negli anni 1853 al 1857.*

Saranno deposti nella biblioteca.

PELLOUX e **OYTANA** prestano giuramento.

Pongo ai voti l'approvazione del processo verbale. (È approvato.)

PROGETTI DI LEGGE: DISPOSIZIONI INTORNO ALLA MAGISTRATURA; INDENNITÀ AI TESTIMONI; ISTITUTI NORMALI D'ISTRUZIONE; STRADA FERRATA Vittorio Emanuele.

DE FORESTA, ministro di grazia e giustizia. Ho l'onore di presentare alla Camera un progetto di legge contenente disposizioni intorno al Ministero pubblico

ed alla magistratura giudicante. (Vedi vol. *Documenti*, pag. 409.)

Presento altresì un progetto di legge contenente modificazioni alla legge 17 dicembre 1854 intorno alle indennità di viaggio da corrisponderci ai testimoni nei procedimenti criminali. (Vedi vol. *Documenti*, pag. 446.)

LANZA, ministro della istruzione pubblica e delle finanze. Ho l'onore di presentare alla Camera un progetto di legge per lo stabilimento di istituti normali destinati a formare maestri e maestre elementari. (Vedi vol. *Documenti*, pag. 427.)

BONA, ministro dei lavori pubblici. Ho l'onore di presentare alla Camera un progetto di legge per accordare una proroga di sei mesi ai signori Montù e Blanc, concessionari della strada ferrata da Annecy a Ginevra, nello scopo di conchiudere collo Stato di Ginevra la congiunzione della strada medesima colla nostra. (Vedi vol. *Documenti*, pag. 448.)

PRESIDENTE. La Camera dà atto ai signori ministri della presentazione di questi progetti di legge che saranno stampati e distribuiti negli uffici.

NOMINA DELLA COMMISSIONE D'INCHIESTA SULLE ELEZIONI.

PRESIDENTE. L'ordine del giorno porta la votazione per la nomina della Commissione d'inchiesta sulle elezioni.

Il deputato Lachenal ha facoltà di parlare su questo soggetto.

LACHENAL. Messieurs, avant que la Chambre procède à l'acte solennel de la nomination de la Commission d'enquête, je dois la prier de m'accorder un moment d'attention, pour que je développe encore quelques considérations à l'appui de la demande qui lui a été faite de vouloir consentir que sur le 7 membres qui

doivent former cette Commission, trois membres soient pris de ce côté de la Chambre.

Ce vœu que je forme, messieurs, et que tous mes honorables collègues ont formé avec moi, paraissait près d'être réalisé, lorsque j'ai entendu les paroles de l'honorable Valerio pour la proposition d'enquête.

En effet, ce député, avec la loyauté qui le distingue, s'est prononcé en faveur du vœu que nous exprimions.

Mais, messieurs, la difficulté a commencé au moment même où la Chambre a cherché à connaître quelle était ici la division des opinions des différents membres qui la composent. Il est vrai que mon honorable et savant ami le député Menabrea, interprétant les votes qui ont été émis, pour ce qu'ils sont, avait partagé cette Chambre en deux partis: le côté gauche et le côté droit; la répartition des voix eût été dans ce cas très-facile.

Mais cette division avait été combattue, quoique légèrement, par l'honorable Valerio, lorsque la parole grave et toujours pondérée de l'honorable Depretis est venue, messieurs, jeter le doute dans nos esprits; car cet honorable orateur a demandé que si l'on accordait à la droite le nombre qu'elle désirait obtenir, il réclamait aussi sa part pour le côté gauche, dont il fait partie.

Il nous a, messieurs, ainsi arrachés à l'idée que nous avions, que la Chambre était effectivement divisée en deux camps, où se trouvait la majorité d'une part et la minorité de l'autre.

En effet, cette proposition de l'honorable Depretis nous a ramenés au moment où la Chambre, se constituant définitivement, a procédé à l'élection de son président.

Vous vous le rappelez, messieurs, dans cette élection les votes se sont ainsi partagés: 58 ont été donnés au candidat ministériel, 40 au candidat de la droite, et 26, en effet, furent portés sur le candidat de la gauche: c'est ainsi que dans cette époque solennelle se partagerent les forces du Parlement.

Vous voyez, messieurs, que si cette division qu'invoque ou que paraît invoquer l'honorable Depretis était maintenue, notre supposition serait changée, et nous tomberions dans cette position grave et sérieuse pour tout Parlement, comme pour toute Assemblée délibérante, où le pouvoir exécutif, manquant de majorité réelle, est obligé, pour subsister, de vivre d'une majorité que j'appellerai d'emprunt.

A cette occasion je prendrai la liberté de m'adresser directement à monsieur le président, pour lui dire que si les exigences politiques, si l'estime toute particulière que nous professons pour le très-honorable Arnulfo, qui a été le candidat de la droite, ne nous ont pas permis de porter nos suffrages sur l'honorable M. Cadorna, nous ne l'avons pas moins vu arriver au siège présidentiel avec une vive satisfaction, convaincus que nous sommes de ses principes de justice et d'impartialité.

Mais se serait nous bercer de vaines illusions, ce serait prendre décidément nos désirs pour des réalités, que de vouloir nous persuader que les forces de cette

Chambre sont encore réparties comme elles ont paru l'être un moment, lors de la constitution du bureau définitif de la Chambre.

Messieurs, les faits sont parlants, et les votes politiques qui ont eu lieu déjà dans cette Chambre prouvent à l'évidence qu'un rapprochement a eu lieu entre le centre ministériel et l'extrême gauche. Je regrette que le banc ministériel soit encore désert; une explication nette et précise serait ici nécessaire, car si l'alliance dont je parle n'est pas démentie, nous devons la considérer comme un fait accompli.

D'ailleurs, si nous pouvions nous abuser encore, le discours qu'a prononcé, dans une des séances précédentes, un des plus éloquents orateurs de la Chambre, l'honorable Brofferio, nous arracherait à nos illusions.

En effet, l'honorable Brofferio, après avoir dit qu'il siégeait sur les bancs de l'extrême gauche, a déclaré lui-même que la Chambre est divisée en deux camps: d'un côté (la gauche) il a placé le *parti libéral*; de l'autre (la droite) se trouve le *parti conservateur*.

Vous le voyez, messieurs, l'alliance est consommée; il n'y a donc plus à y revenir. Mais, messieurs, passant à d'autres considérations, je dois faire observer que les dénominations au moyen desquelles l'honorable Brofferio a désigné les deux grands partis qui partagent cette Chambre, sont loin d'être insignifiantes; ces qualifications de partis ont, en effet, une influence notable sur l'esprit des populations; aussi je prie la Chambre de me permettre de m'y arrêter un instant.

Avant tout, je remercie l'honorable Brofferio de nous avoir enfin dispensés de ces qualifications d'arriérés, de cléricaux, de rétrogrades qu'on nous a trop longtemps prodigués.

Il a parlé avec l'urbanité qui le distingue, et je l'en remercie. Mais prenons les faits pour ce qu'ils sont; examinons quel est le sens que nous devons attacher à ces qualifications de libéraux et de conservateurs.

Je ne m'attacherai pas pour le moment, messieurs, à définir le mot *libéraux*, ni à examiner s'il convient mieux à l'un qu'à l'autre parti de cette Chambre; j'examinerai seulement la signification du mot *conservateur*, et je déclare hautement que nous l'acceptons, à la condition expresse toutefois que l'on y ajoutera la qualification de *constitutionnel*.

Oui, messieurs, je le dis hautement, ce côté de la Chambre forme le parti *conservateur constitutionnel*.

Et voici, messieurs, de quelle manière nous entendons cette qualification. Nous sommes conservateurs du principe éternel de droit et de justice, sur lequel repose toute la société.

Nous sommes conservateurs de principe sacré de la royauté héréditaire dans l'auguste Maison de Savoie, en qui se résume notre gloire nationale, et qui serait au besoin notre ancre de salut dans la tempête.

Nous sommes conservateurs de l'intégrité, de l'indépendance de la monarchie sarde, qui depuis plusieurs siècles constitue notre belle patrie, et pour laquelle nous serons toujours prêts à faire les plus grands sacri-

fices, à faire même celui de notre sang pour la conserver.

Nous sommes conservateurs, messieurs, du Statut constitutionnel que nous devons à la sagesse de l'immortel Charles-Albert, et qui, tout en opposant des bornes infranchissables à ceux qui veulent aller trop loin, contient surtout le principe de toutes les libertés qui peuvent rendre une nation forte, libre et heureuse.

Aussi appelons-nous de tout nos vœux la réalisation de la promesse qui nous a été faite de faire pénétrer successivement et graduellement dans la législation de notre pays les principes libéraux du Statut.

Nous sommes conservateurs, messieurs, des principes moraux et religieux, sans lesquels il n'y a pas de véritable civilisation; aussi nous demandons que la religion soit respectée et honorée, ainsi que ses vénérables ministres; mais nous ne sommes pas moins conservateurs des principes éternels de la liberté de conscience, de la liberté religieuse et de l'égalité des citoyens devant la loi, sans distinction quelconque; et nous ne nous faisons, messieurs, aucun scrupule d'admettre en principe général que l'Etat doit être libre et indépendant de l'Eglise dans l'exercice de son pouvoir, comme nous croyons que l'Eglise doit être indépendante et libre, sous toutes réserves et exceptions légales. Car nous voulons franchement l'alliance de la religion et de la liberté.

Nous sommes conservateurs de la fortune publique et du denier du pauvre; aussi appuyerons-nous vivement les projets de loi qui nous seront présentés ayant pour but de mettre en œuvre les forces productives de la nation et d'augmenter ainsi le bien-être public.

Nous sommes conservateurs de l'ordre, de la régularité et de l'économie dans les finances, etc., etc.

Mais je ne pousserai pas plus loin cette énumération de mes principes. Qu'il me suffise, messieurs, de vous faire remarquer que nous sommes ardents conservateurs de ce qui est, mais non de ce qui était.

Au reste, l'énonciation de ces principes, qui sont les miens, qui sont ceux de mes amis politiques et qui ne seront désavoués, je l'espère, par aucun des honorables députés qui siègent à la droite, vous prouve, messieurs, que nous avons raison de prendre la qualification de *conservateurs constitutionnels*. Et la force numérique qui compose ce côté de la Chambre (*La droite*), force qui s'augmentera sensiblement lorsque les vides qui ont été faits par vos dernières décisions seront comblés, prouve, il me semble, à l'évidence, que notre demande d'avoir au moins trois membres dans la Commission d'enquête n'a rien d'exagéré. Et cette force est telle, qu'elle doit montrer à tous quelle est la juste part d'influence que nous sommes appelés à exercer sur les décisions de cette Chambre, où nous constituerons bientôt, je l'espère, une majorité compacte, comme ceux qui partagent mes opinions la forment déjà dans la nation.

Ces considérations, que je remercie la Chambre d'avoir bien voulu me permettre de développer devant elle, viendront en aide, je l'espère, à celles qui ont été énoncées par les précédents orateurs, et détermineront la

Chambre à composer la Commission d'enquête de manière à ce que la droite y soit convenablement représentée.

PRESIDENTE. Prima di procedere all'appello nominale per la nomina della Commissione d'inchiesta, debbo notificare alla Camera che nell'urna della votazione si trovò un biglietto il quale vi era già stato deposto.

DESPINE. C'est moi qui ai déposé mon bulletin.

PRESIDENTE. È stato deposto sul tavolo della Presidenza; se il signor deputato desidera ritirarlo...

(*Il deputato Despina lo ritira.*)

Si procede ora all'appello nominale per la votazione.

Se non vi sono richiami, dichiaro chiusa la votazione.

(*Il presidente procede alla numerazione delle schede.*)

Risultamento della votazione:

Votanti 119

Maggioranza 60

Ebbero voti i signori:

Berruti 77

Capriolo 77

Biancheri 76

Tegas 75

Arnulfo 73

Ginet 73

Bianchi di Castagnè . . . 73

Corsi, 35 — Crotti, 34 — Loi, 34 — De Viry, 34 — Ricci, 33 — Demartinel, 31 — Depretis, 26 — Pateri, 6; altri voti dispersi.

La Commissione rimane composta dei signori Berruti, Capriolo, Biancheri, Tegas, Arnulfo, Ginet, Bianchi di Castagnè, i quali ebbero la maggioranza dei voti.

ARNULFO. Domando la parola.

Io sono riconoscentissimo alla onorevole testimonianza di stima e di fiducia che la Camera mi accorda; ma conseguente a me medesimo, avendo contrastato la Commissione d'inchiesta parlamentare, e perseverando in me la stessa convinzione, non posso nè debbo far parte della Commissione medesima.

Indipendentemente da ciò, circostanze mie particolari non mi permetterebbero di prestare la necessaria, assidua e continua presenza alla Commissione, massime quando essa decidesse di trasferirsi lungi dalla capitale.

Invoco quindi l'indulgenza della Camera; sono dolente di procurarle l'incomodo di una nuova votazione, ma tuttavia mi lusingo che per un nuovo tratto di sua benevolenza mi dispenserà dal prender parte alla Commissione.

BOTTERO. Io farò osservare che non solo l'onorevole Arnulfo ha combattuto questa Commissione, ma tutti i deputati sedenti alla destra: ciò essendo, domando io che cosa significa il discorso che abbiamo oggi sentito pronunziarsi dall'onorevole Lachenal, in cui si chiedeva alla sinistra di accordare tre membri alla destra! Se si dovessero ritirare tutti quelli che hanno votato contro l'inchiesta, chi è che resterebbe della parte destra?

ARNULFO. Io ho dichiarato i motivi per i quali non posso nè debbo accettare l'incarico onorevole che

mi si volle accordare: il mio rifiuto non prova che i membri che siedono da questo lato vogliano tutti rifiutarsi di far parte della Commissione; che anzi io debbo dichiarare che, qualora avessi per tempo presentato che la maggioranza portasse i suoi voti sopra di me, io sarei stato sollecito di avvertire gli onorevoli membri della maggioranza che mi vollero onorare dei loro suffragi, che io non mi trovavo in grado di accettare l'onorevole mandato; un'ora circa fa ho presentato che io potessi essere indicato come membro della Commissione, e mi recai a doverosa premura di avvisare i miei amici politici e qualche membro della maggioranza che non potevo accettare tale ufficio.

Quanto poi al discorso che si è pronunciato testè, io credo che nè colui che lo pronunciò, nè altri membri che siedono da questo lato dichiareranno che si è parlato in nome dei membri sedenti alla destra della Camera. Laonde ogni cosa che personalmente l'oratore abbia detto, riguarda lui, ma non il partito, se così vuol chiamarsi, della destra. Non vi è dunque alcun ostacolo a che abbia luogo la mia surrogazione in persona che segga da questo lato della Camera.

PRESIDENTE. Il deputato Arnulfo avendo chiesto di essere esonerato dall'incarico di appartenere alla Commissione delle inchieste, così se non vi sono opposizioni, si procederà alla nomina di un altro membro in sua vece.

Si procede all'appello nominale. I signori deputati sono pregati di mettere un biglietto nell'urna con un solo nome scritto.

Risultamento della votazione:

Votanti 125
Maggioranza 63

Ebbero voti i signori:

De Viry, 46 — Marco, 44 — Della Motta, 25 — Cais, 2 — Crotti 2; altri voti andarono dispersi.

Niuno avendo ottenuto la maggioranza, si procederà ad una seconda votazione, la quale è ancora libera.

Risultamento della votazione:

Votanti 103
Maggioranza 52

Ebbero voti:

Della Motta 61

De Viry, 41 — Marco 1.

Per conseguenza il deputato Della Motta è nominato settimo membro della Commissione d'inchiesta.

Segue all'ordine del giorno la nomina della Commissione per la biblioteca della Camera.

Essa è composta di tre membri.

(Segue la deposizione delle schede.)

Ora si procederà alla estrazione a sorte di sette membri incaricati di procedere allo squittinio della votazione testè fatta.

Risultano estratti i deputati: Brunet, Cattaneo, Sappa, Demaria, Depretis, Chiavarina, Menabrea. Supplenti i deputati Vallauri e Rignon.

Avverto la Camera che, secondo il costume, la Commissione per gli spogli è nominata dagli uffici, e siccome sono i medesimi convocati per domattina, così li prego a volersi anche occupare di questo.

La seduta è levata alle ore 5.

Ordine del giorno per la tornata di domani:

Nomina delle seguenti Commissioni:

- 1° Commissione per la biblioteca della Camera;
- 2° Commissione di sorveglianza sulla Cassa dei depositi e prestiti;
- 3° Commissione di sorveglianza sulla Cassa ecclesiastica;
- 4° Commissione permanente di finanza e di contabilità;
- 5° Commissione del bilancio.